
ARCHIPEL DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON

ILE DE SAINT-PIERRE

MAITRE DE L'OUVRAGE

Commune de Saint-Pierre

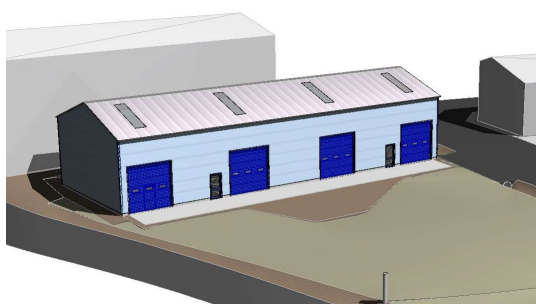


DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

OBJET DE LA CONSULTATION

Construction d'un Hangar à sel

Rue des métiers – Zone Artisanale de Saint-Pierre



Date limite initiale de remise des plis :

Mercredi 18/09/2024

Heure limite : 11h45

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

27/06/2024

Sommaire

1. Identification du Maître d'ouvrage	4
2. Objet du marché	4
2.1. Décomposition	4
2.2. Délais.....	4
2.3. Lieu d'exécution	5
3. Organisation de la consultation	5
3.1. Procédure de passation.....	5
3.2. Modalités de financement	5
3.3. Liste des documents constituant le dossier de consultation	5
3.4. Options et Variantes	5
3.5. Modification de détail au dossier de consultation	5
3.6. Délai de validité des offres	5
4. Retrait du dossier.....	6
4.1. Dossier de consultation dématérialisé	6
4.2. Dossier de consultation non dématérialisé	6
5. Présentation des candidatures et des offres	6
6. Conditions d'envoi et de remise des plis	8
6.1. Remise des plis sous forme dématérialisée.....	8
6.2. Remise des plis sous forme papier	10
7. Jugement des offres et attribution du marché	11
7.1. Jugement des offres et notation	11
7.2. Rectification des offres.....	11
7.3. Sous-traitance	12
7.4. Attribution du marché.....	12
8. Renseignements complémentaires	12
8.1. Renseignements administratifs.....	12
8.2. Renseignements techniques.....	12
8.3. Voies de recours	13
9. Pièces constitutives du marché	13
10. Forme des notifications et informations au titulaire	13
11. Prix, variation du prix.....	13
11.1. Mode d'établissement du prix.....	13
11.2. Nature du prix	13
11.3. Contenu des prix.....	14
11.4. Forme et variation du prix.....	14
11.5. Augmentation du montant des travaux.....	14
12. Avance	14
12.1. Montant de l'avance	14
12.2. Conditions de versement de l'avance.....	14
12.3. Modalités de règlement de l'avance.....	15
12.4. Modalités de résorption de l'avance.....	15
13. Retenue de garantie.....	15

14. Règlement des comptes.....	15
14.1. Modes de règlements.....	15
14.2. Délai de paiement.....	15
15. Délais - Pénalités et primes.....	16
15.1. Durée du marché, délais d'exécution des travaux.....	16
15.2. Prolongation des délais d'exécution.....	16
15.3. Pénalités de retard, absences ou autres.....	16
15.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	17
16. Provenance, vérification, prise en charge et implantation du ou des ouvrages.....	17
16.1. Provenance des matériaux et produits.....	17
16.2. Mise à disposition de lieux d'emprunts.....	17
16.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	17
16.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	18
17. Préparation, coordination et exécution des travaux.....	18
17.1. Réalisation d'un ouvrage en présence de marchés séparés.....	18
17.2. Période de préparation, programme d'exécution des travaux.....	18
17.3. Lutte contre le travail dissimulé.....	18
18. Contrôles et réception des travaux.....	19
18.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	19
18.2. Réception.....	19
18.3. Dispositions particulières.....	19
18.4. Documents fournis après exécution.....	19
18.5. Délai de garantie.....	19
18.6. Garanties particulières.....	20
19. Dispositions sociales et environnementales.....	20
19.1. Dispositions générales.....	20
19.2. Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier.....	20
19.3. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.....	20
20. Assurances.....	21
20.1. Assurance de responsabilité.....	21
20.2. Assurance des travaux.....	21
20.3. Dispositions diverses.....	22
21. Clause de réexamen.....	22
22. Différends et litiges.....	23
23. Résiliation.....	23
23.1. Résiliation pour faute du titulaire.....	23
23.2. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	23
23.3. Mesures coercitives.....	24
24. Récapitulatif des dérogations au CCAG Travaux.....	24

1. Identification du Maître d'ouvrage

Maître d'ouvrage :	Le Maire de Saint-Pierre Commune de Saint-Pierre 24, Rue de Paris - BP 4213 97500 Saint-Pierre et Miquelon
Maîtrise d'œuvre :	Bureau d'Etudes Techniques Municipal Rue des Menuisiers 97500 Saint-Pierre et Miquelon Tél : 41 15 50 dst.msp975@gmail.com yann.ardrit@msp975.fr arnaud.disnard@msp.975.fr

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la construction d'un hangar à sel, sur la parcelle cadastrée SAR 0031, rue des métiers dans la zone artisanale de Saint-Pierre.

2.1. Décomposition

2.1.1. Allotissement

Le présent marché fait l'objet d'une décomposition en 4 lots distincts :

- Lot n°1 : Terrassement – Gros œuvre
- Lot n°2 : Charpente métallique – Pont roulant
- Lot n°3 : Couverture – Bardage Métallique
- Lot n°4 : Portes extérieures Alu - Portes sectionnelles

Pour chaque lot un acte d'engagement devra être renseigné, car à chaque lot correspond un marché.

2.1.2. Tranches de travaux

Sans objet.

2.2. Délais

2.2.1. Délai d'exécution

Le délai d'exécution est à préciser par l'entrepreneur dans l'Acte d'Engagement.
Ce délai exprimé en jours calendaires n'inclut pas la période de préparation de chantier de 60 jours.

2.2.2. Délais d'affermissement des tranches

Sans objet.

2.3. Lieu d'exécution

Commune de Saint-Pierre à Saint-Pierre et Miquelon.

3. Organisation de la consultation

3.1. Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée (MAPA) en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique (CCP).

3.2. Modalités de financement

Les travaux sont financés grâce au concours du Fond Exceptionnel d'Investissement 2024.

3.3. Liste des documents constituant le dossier de consultation

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Les documents transmis à chaque prestataire sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) – **en cours – sera intégré durant la consultation.**
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Les documents graphiques (format pdf) ;

3.4. Options et Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les options ne sont pas autorisées.

3.5. Modification de détail au dossier de consultation

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 (QUATRE-VINGT-DIX) jours à compter de la date limite de remise des offres sauf prolongation éventuelle de cette durée que le candidat pourrait consentir à la demande du maître d'ouvrage.

4. Retrait du dossier

Le Maître d'ouvrage informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé.

4.1. Dossier de consultation dématérialisé

Les candidats auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis de marché le cas échéant, via le site internet :

<http://www.mairie-stpierre.fr/fr/221-marches-publics.html>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, la personne publique invite les soumissionnaires à disposer des formats suivants pour faciliter le téléchargement :

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- .doc ou .xls ou .ppt
- .odt, .ods, .odp, .odg, le cas échéant, le format DWF
- images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

4.2. Dossier de consultation non dématérialisé

Le Dossier de Consultation des Entreprises est remis gratuitement, en un seul exemplaire, à chaque candidat en ayant fait la demande écrite.

5. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats ainsi que chaque membre du groupement auront à produire, dans une enveloppe, les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française, selon la présentation ci-après.

Présentation des candidatures :

Dans le cadre d'un marché alloti, les candidats pourront remettre leurs pièces candidature une seule fois pour l'ensemble des lots auxquels ils candidatent. En revanche, une offre devra être remise pour chacun de ces lots.

Les candidats ou chaque membre de l'équipe candidate auront à produire les pièces suivantes :

- une lettre de candidature,
- une déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique (CCP)

La remise d'un DC1 vaudra remise de ces 2 éléments.

- Les renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement

La remise d'un DC2 vaudra remise de ces éléments.

- **Les attestations d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle et Décennale**

Pour les opérateurs économiques établis hors de France, ces derniers devront fournir :

- Les certificats établis par les administrations et organismes de leur pays d'origine ou d'établissements attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner,
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Présentation de l'offre :

Chaque candidat doit produire les pièces suivantes :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes si nécessaires, daté(s) et signé(s) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ci-joint à accepter sans modification ;
- le Mémoire Technique tel que défini ci-après.

Le mémoire technique établi par le candidat devra répondre aux critères suivants :

- Critère 1 : Organisation de chantier
 - ✓ **Détailler le délai d'exécution des travaux au regard des attentes du maître d'ouvrage et de la projection non contractuelle suivante :**
 - Notification des marchés fin année 2024 ;
 - Période de préparation de chantier de 60 jours ;
 - Notification du démarrage des travaux avril 2025 ;
 - Fin de chantier estimée mi-décembre 2025.
 - ✓ **Décliner les taches du marché avec leurs durées d'exécution respectives compris délais d'approvisionnement**, sous forme d'une liste ou bien d'un calendrier prévisionnel détaillé.
 - ✓ **L'organisation de chantier fera l'objet d'une attention particulière qui portera :**
 - **Sur les travaux préparatoires** : études EXE et approvisionnements, implantation avant terrassements, préparation des ferraillements des ouvrages de fondation...
 - **Sur les moyens humain et matériel** mis en œuvre pour ce chantier.
- Critère 2 : Matériaux proposés et modes de mise en œuvre
 - ✓ Descriptif détaillé des matériaux proposés et de leurs mises en œuvre.
- Critère 3 : Références
 - ✓ Références de travaux similaires.

6. Conditions d'envoi et de remise des plis

Les candidats choisissent librement entre, d'une part, la transmission électronique de leur pli et, d'autre part, leur envoi sur un support papier. Le retrait des documents électroniques n'oblige pas le candidat à déposer électroniquement son pli.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme papier et/ou sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « papier » ou « dématérialisée » sera examinée.

6.1. Remise des plis sous forme dématérialisée

6.1.1. Conditions de la dématérialisation

Les plis devront être transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception du pli correspondra au dernier octet reçu.

Les plis parvenus après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminés sans avoir été lus et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le maître d'ouvrage invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le maître d'ouvrage pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rejeter le pli du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- .doc ou .xls ou .ppt
- odt, ods, odp, odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png.

En cas de rematérialisation par le maître d'ouvrage des pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire recevra par courrier postal l'acte d'engagement qu'il devra retourner signé.

6.1.2. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation accessible depuis le lien suivant <http://www.mairie-stpierre.fr/fr/221-marches-publics.html> et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise de son pli, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : contact@msp975.fr

Les candidatures et les actes d'engagement transmis par voie électronique sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Ils sont ensuite chiffrés.

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être **conformes au Référentiel Général de Sécurité** défini par le décret n°2010-112 du 2 février 2010 et **référéncés sur une**

liste établie :

- pour la France, par le ministère chargé de la réforme de l'Etat :
(<http://references.modernisation.gouv.fr>)
- ou pour les autres Etats membres par la Commission Européenne
(https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf)

Le candidat peut également utiliser un certificat délivré par une autorité de certification ne figurant sur aucune de ces listes. Dans ce cas, le certificat doit répondre à des normes équivalentes à celles du Référentiel Général de Sécurité défini par le décret n° 2010-112 du 2 février 2010. Si le certificat de l'autorité est officiellement référencé mais n'apparaît pas encore sur la liste mise à disposition (attente d'une mise à jour), le candidat devra produire les documents attestant de son état.

Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature de la plateforme de dématérialisation, il doit joindre à son envoi électronique l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Les certificats de signature doivent être d'un niveau ** ou *** du Référentiel Général de Sécurité et le signataire doit joindre à son envoi électronique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature.

De plus, seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de par sa signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code civil, qui entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Il est rappelé aux candidats qu'il est indispensable de signer chacun des documents et que la signature d'un zip n'est pas valable. De même, une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur et ne peut remplacer la signature électronique.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

6.1.3. En cas de programme informatique malveillant ou "virus"

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le maître de l'ouvrage peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le maître d'ouvrage reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (CD, clé USB ...) envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté
- la candidature ou offre informatique n'est pas parvenue dans les délais suite à un aléa de transmission non lié au fonctionnement de la plateforme
- si la candidature ou l'offre n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert. Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Le Maire
Commune de Saint-Pierre
24, Rue de Paris - BP 4213
97500 SAINT-PIERRE

Candidature / Offre pour la consultation :
Construction d'un hangar à sel
Rue des métiers – zone artisanale de Saint-Pierre.

NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS

6.2. Remise des plis sous forme papier

Les documents, sous pli cacheté, devront être remis contre récépissé au secrétariat de Direction Générale des Services avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation.

S'ils sont envoyés par voie postale, ils devront l'être à cette même adresse, par pli recommandé avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant ces mêmes dates et heures limites.

Les plis qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Les plis seront envoyés ou remis à l'adresse suivante et porteront les mentions suivantes :

Le Maire
Commune de Saint-Pierre
24, Rue de Paris - BP 4213
97500 SAINT-PIERRE

Candidature / Offre pour la consultation :
Construction d'un hangar à sel
Rue des métiers – zone artisanale de Saint-Pierre.

NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS

7. Jugement des offres et attribution du marché

7.1. Jugement des offres et notation

Le maître d'ouvrage attribue le marché à l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères suivants, pondérés de la manière suivante :

Rang	Critère de jugement des offres		Pondération
1	Prix Forfaitaire (DPGF)		70%
2	Valeur technique (mémoire)		30%
	Sous-critères:		
		Sous-Pondération	
	○ 2.1 Organisation de chantier	50%	
	○ 2.2 Matériaux choisis et mode de mise en œuvre	30%	
	○ 2.3 Références	20%	

Il pourra être demandé à tout candidat de préciser la teneur et le contenu de son offre sans remettre en cause la proposition.

La négociation, dans le cadre de cette procédure adaptée, est prévue mais le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas y recourir.

Les offres sont classées par rapport aux critères énoncés ci-dessus. Le marché ne peut pas être attribué à un candidat qui ne fournit pas les attestations réglementaires dans le délai imparti par l'administration.

Pour le présent marché ce délai est fixé à 10 jours à compter de la date de l'accusé de réception de la demande de l'administration.

Dans le cas où le premier classé ne pourrait produire les documents dans le délai prescrit, c'est le candidat placé deuxième que se verrait attribuer le marché.

Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

7.2. Rectification des offres

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Dans le cas de prix forfaitaire, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation, sauf dans le cas exceptionnel où il s'agirait de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.

Toutefois, si le prestataire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3. Sous-traitance

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies au CCAG Travaux.

7.4. Attribution du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le présent marché produira, s'il ne l'a pas déjà fait lors du dépôt de son offre, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la demande du maître d'ouvrage :

- **L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle et décennale (se référer à l'article « 20. Assurances » du présent document).**

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire cette attestation nécessaire avant que le marché ne lui soit attribué.

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite ou un courriel aux personnes désignées ci-dessous au plus tard 15 jours avant la date de remise des offres. Une réponse sera adressée au plus tard 10 jours avant la date fixée pour la réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.

8.1. Renseignements administratifs

Direction Générale des Services
Commune de Saint-Pierre
24 Rue de Paris BP 4213
97500 Saint-Pierre et Miquelon
Tel : 0508411050
contact@msp975.fr

8.2. Renseignements techniques

Bureau d'Etudes Techniques Municipal
Commune de Saint-Pierre
Rue des menuisiers – Zone Artisanale - BP 4213
97500 Saint-Pierre et Miquelon
Tel : 0508411552
yann.ardrit@msp975.fr

8.3. Voies de recours

Organe chargé des procédures de recours

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Saint-Pierre

Adresse :

BP 4200 97500 SAINT-PIERRE

Tel : 0508411008 - Fax : 0508414738

URL : <http://saint-pierre-et-miquelon.tribunal-administratif.fr/>

9. Pièces constitutives du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) – **en cours – sera intégré durant la consultation.**
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG TX 2021) applicable aux marchés de travaux publics, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- La Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF).

10. Forme des notifications et informations au titulaire

Le maître d'ouvrage prévoit de recourir à l'ordre de service pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai.

11. Prix, variation du prix

11.1. Mode d'établissement du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions du mois de septembre 2024 (mois appelé "mois zéro" [Mo]).

11.2. Nature du prix

Le marché est traité à prix forfaitaires pour toutes les prestations objet de la DPGF et décrites au CCTP.

11.3. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les prix comprennent pour chacune des prestations, la fourniture et la pose, sauf spécification contraire mentionnée au CCTP.

Le prix rémunère sans exception ni restriction, la totalité des ouvrages nécessaires à la réalisation du projet tel qu'il en résulte des pièces contractuelles.

11.4. Forme et variation du prix

Le prix du présent marché est ferme actualisable.

L'actualisation sera opérée une seule fois pour la durée du marché et pour chacune des tranches ferme et optionnelles.

Elle sera appliquée pour tous les lots selon la formule détaillée ci-après en fonction des index BT correspondants.

Formule d'actualisation selon article 10.4 du CCAG :

$$\text{Prix}_{\text{act}} = \text{Prix}_{\text{init}[M_0]} \times (I_d - 3) / I_0$$

I_d index à la date de début d'exécution des prestations

I_0 index de la date de fixation du prix dans l'offre [valeur au mois M_0]

L'index BT à considérer en fonction du lot est le suivant :

Lot 01 : index BT 06 (Ossature, ouvrages en béton armé)

Lot 02 : index BT 07 (Charpente métallique)

Lot 03 : index BT 49 (Couvertures et bardage en tôles d'acier nervurées...)

Lot 04 : index BT 43 (Menuiserie en alliage d'aluminium)

11.5. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans modification du marché préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

12. Avance

Une avance est accordée au titulaire ou groupement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

12.1. Montant de l'avance

Le montant de l'avance sera égal à 15 % du montant initial HT du marché en prix de base.

12.2. Conditions de versement de l'avance

Sans objet

12.3. Modalités de règlement de l'avance

En cas d'acceptation et conformément à la réglementation en vigueur et en présence de sous-traitants, la somme due au sous-traitant sera déduite de la part du titulaire.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- La notification du marché ;
- La notification de l'acte qui emporte commencement du marché, si un tel acte est prévu (OS de démarrage) ;
- La demande du titulaire comportant la garantie, le cas échéant, dans les conditions et limites fixées au CCAP ;
- La date de fourniture de la garantie le cas échéant.

12.4. Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché et devra être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant du marché.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

13. Retenue de garantie

La retenue de garantie est fixée à 5%.

14. Règlement des comptes

14.1. Modes de règlements

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme suit :

- Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés.
- Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.
- Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

14.2. Délai de paiement

Le délai de paiement des acomptes est de 30 jours, à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'œuvre.

Le délai maximum de paiement du solde est de 30 jours, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Le taux des intérêts moratoires est fixé dans le CCAP.

15. Délais - Pénalités et primes

15.1. Durée du marché, délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution du présent marché court à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux. Ce délai succède à celui de préparation de chantier d'une durée de 60 jours.

15.2. Prolongation des délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés dans les cas suivants :

15.2.1. Intempéries

L'entreprise doit alerter le maître d'œuvre quand elle envisage d'arrêter le chantier pour raison d'intempéries.

Seules les journées proposées par l'entrepreneur et non contestées par le maître d'œuvre seront considérées dans la prolongation du délai d'exécution.

Les seuils d'intempéries suivants sont proposés à titre indicatif :

- Pluie Hauteur de chute > 5 mm/jour
- Température Inférieure à 0°C
- Vent Supérieur à 15 m/s soit 54 km/h

Durant une journée classée en « intempéries » l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité de son chantier.

L'ensemble des journées classées en intempéries est comptabilisé et notifié par ordre de service, afin de préciser la durée de prolongation du délai d'exécution des travaux conformément au CCAG.

15.2.2. Prestations à prix unitaires

Sans objet.

15.2.3. Imprévus – entraves majeures

Le délai d'exécution des travaux pourra être prolongé dans les conditions suivantes :

- à la demande écrite de l'entrepreneur,
- et sur présentation d'une argumentation solide, pour autant qu'un élément hors de contrôle du titulaire eut entravé l'exécution des travaux, et après constat par le Maître d'œuvre,
- et après accord du maître d'œuvre qui aura jugé recevable la demande de l'entreprise,
- et après validation du maître d'ouvrage.

La décision du prolongement appartient au maître d'ouvrage.

15.3. Pénalités de retard, absences ou autres

15.3.1. Pénalités de retard

Les stipulations de l'article 19 du CCAG Travaux sont applicables.

15.3.2. Pénalités pour absence

L'entreprise est convoquée aux réunions de chantier fixées par le maître d'œuvre.
Pour chaque absence non justifiée une pénalité forfaitaire de 150 € lui sera appliquée par dérogation à l'application de l'article 19 du CCAG Travaux.

15.3.3. Pénalités pour non remise du DOE

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux le délai fixé pour la remise du DOE est fixé à 15 jours à compter de la notification de la décision de réception.
Une pénalité forfaitaire de 1000 € sera appliquée pour non remise du DOE dans le délai ci-avant imparti.

15.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.
La réception ne pourra être prononcée tant que l'enlèvement des matériaux et installations résultant des travaux, ne sera pas exécuté. La considération de la remise en état du chantier sera laissée à l'appréciation du maître d'œuvre.

16. Provenance, vérification, prise en charge et implantation du ou des ouvrages

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'applique du marché.

16.1. Provenance des matériaux et produits

Le présent CCAP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de la construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le CCAG ou déroge aux dispositions dudit CCAG.
Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux préalablement à leur mise en œuvre.

16.2. Mise à disposition de lieux d'emprunts

Aucun lieu d'extraction ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur.

16.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables à la présente consultation étant précisé que :
Le CCAP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG.
Le CCAP ne déroge pas aux dispositions du CCAG.
Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organe de

contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par la consultation :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils lui seront rémunérés conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

16.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet

17. Préparation, coordination et exécution des travaux

17.1. Réalisation d'un ouvrage en présence de marchés séparés

17.1.1. Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Au début de la période de préparation une réunion sera organisée par le maître d'œuvre pour coordonner l'enchaînement des travaux.

L'objectif est d'élaborer de manière consensuelle et participative le calendrier détaillé d'exécution à l'appui du planning chantier prévisionnel en tenant compte des contraintes des titulaires des marchés.

Ce calendrier détaillé d'exécution servira de feuille de route pour le suivi du chantier mais n'aura pas de valeur contractuelle.

17.1.2. Coordination des travaux

La coordination des travaux comprenant l'ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux faisant l'objet du marché est assurée par le maître d'œuvre.

17.1.3. Répartition des dépenses communes

Les dépenses d'intérêt commun (électricité et eau) seront à la charge du maître d'ouvrage.

17.2. Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Le point de départ de la période de préparation de 60 jours est l'ordre de service de notification du marché.

La période de préparation des travaux n'est pas comprise dans le délai d'exécution.

L'entreprise devra soumettre pour approbation, au maître d'œuvre ou au coordonnateur SPS le cas échéant, son plan d'installations de chantier, de sécurité et d'hygiène.

Ce plan devra délimiter l'emprise du chantier, ses accès, l'aire de stockage des matériaux et des outils, etc...

17.3. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de 15 jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier

établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

18. Contrôles et réception des travaux

18.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Travaux et de l'article relatif aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le présent marché. Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants qui s'avéreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge de l'entreprise ; le programme étant dans chaque cas défini par les maîtres d'œuvre et d'ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

18.2. Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux. En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux.

18.3. Dispositions particulières

Sauf disposition figurant au présent CCAP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

18.4. Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents à fournir après réception sont indiquées au CCTP (Dossier des Ouvrages Exécutés).

18.5. Délai de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un (1) an à dater du jour de la réception de l'ensemble des travaux. Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir ce délai de garantie. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation

contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur devra faire à ses frais, les réparations jugées nécessaires pour maintenir les ouvrages en parfait état.

18.6. Garanties particulières

Le fabricant et/ou fournisseur et l'entrepreneur (applicateur agréé) sont tenus à une garantie solidaire.

Ces garanties engagent l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

19. Dispositions sociales et environnementales

19.1. Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du maître d'ouvrage.

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des dispositions d'ordre social en application de la réglementation du travail suivantes :

- La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder DIX POUR CENT (10 %) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à DIX POUR CENT (10 %).
- L'entrepreneur devra se conformer à la réglementation du travail dans l'Archipel.
- L'introduction d'ouvriers étrangers devra faire l'objet d'une autorisation formelle de la Direction du Travail et de l'Emploi. En outre, l'entrepreneur devra produire un certificat attestant qu'il est à jour de ses cotisations de Sécurité Sociale et d'ASSEDIC.

19.2. Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Le CCTP définit les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir. Il précisera les modalités permettant au maître de l'ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

19.3. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la

réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

20. Assurances

20.1. Assurance de responsabilité

20.1.1. Assurance de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 8 du CCAG Travaux, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et leurs sous-traitants, ont souscrit une assurance pour **l'année 2024** garantissant leurs responsabilités civiles découlant de l'exercice de leurs activités. Ils s'engagent à renouveler leurs polices d'assurance pendant toute la durée du marché et à remettre à la personne publique, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent marché, les attestations annuelles justifiant de ces souscriptions.

20.1.2. Assurance de responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et leur sous-traitants, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 du Code Civil.

L'attestation doit être produite au plus tard avant le démarrage des travaux.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Le titulaire et ses cotraitants font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

20.2. Assurance des travaux

20.2.1. Assurance tous risques chantier

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier.

20.2.2. Assurance dommages-ouvrage

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages-ouvrage.

20.3. Dispositions diverses

20.3.1. Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse **les surprimes** qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit **seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.**

De même, le titulaire **supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.**

20.3.2. Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

Sans objet.

20.3.3. Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants, ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages-ouvrages constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

21. Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire, il sera procédé à la résiliation du marché pour faute
- dans le cas du groupement conjoint, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire,
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

22. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Saint-Pierre
BP 4200 - 97500 Saint-Pierre et Miquelon

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

23. Résiliation

Les dispositions des articles 49 à 51 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les dispositions suivantes.

23.1. Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG Travaux.

23.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application de ses dispositions, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant

initial HT du présent marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

23.3. Mesures coercitives

Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint : **Par dérogation et en complément de l'article 52 du CCAG Travaux**, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

24. Récapitulatif des dérogations au CCAG Travaux

Article 11.5. Augmentation du montant des travaux (p14/24)

- dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux.

Article 15.3.2. Pénalités pour absence (p17/24)

- dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux.

Article 15.3.3. Pénalités pour non remise du DOE (p17/24)

- dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux.

Article 23.3. Mesures coercitives (p24/24)

- dérogation à l'article 52 du CCAG Travaux.

Vu et Accepté
A Saint Pierre, le

Lu et Accepté
A Saint Pierre, le

Le Maître de l'Ouvrage

L'Entrepreneur